

Péninsule coréenne : à la veille de la rencontre Kim-Trump, le présent, le processus

dimanche 10 juin 2018, par [Agences de presse](#), [BONDAZ Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2018).

Sommaire

- [Confirmation](#)
- [« Tant Kim Jong-un que Trump](#)
- [Le sommet entre Kim et Trump](#)
- [Kim Yong-chol, un général](#)
- [Difficile amorce d'une sortie](#)
- [Baromètre : la zone industriel](#)

Confirmation

Donald Trump confirme finalement la tenue du sommet avec Kim Jong-un le 12 juin

Le président américain avait annoncé le 24 mai l'annulation du sommet avec son homologue nord-coréen. La rencontre se déroulera à Singapour.

Nouveau retournement de situation sur le sommet Etats-Unis - Corée du Nord. Après avoir annulé la rencontre, Donald Trump a annoncé vendredi 1^{er} juin que le sommet avec son homologue nord-coréen, Kim Jong-un, aurait bien lieu le 12 juin à Singapour.

M. Trump a fait cette annonce après avoir rencontré à la Maison Blanche le bras droit du dirigeant nord-coréen, Kim Yong-chol. S'exprimant devant la presse, le président américain a également dit que la Corée du Nord voulait dénucléariser, et a prédit que le dialogue avec Pyongyang serait « un processus couronné de succès ». Il a également promis que les Etats-Unis n'imposeraient pas de nouvelles sanctions à la Corée du Nord pendant les négociations.

« Je ne veux plus utiliser le terme "pression maximale". Je ne veux plus utiliser ce terme. Nous nous entendons bien. Vous voyez notre relation », a-t-il dit aux journalistes sur la pelouse de la Maison Blanche, après avoir raccompagné Kim Yong-chol à sa voiture.

Trump dénonçait « l'hostilité » de la Corée du Nord

Le négociateur en chef de la Corée du Nord, Kim Yong-chol, est le plus haut dirigeant nord-coréen à se rendre aux Etats-Unis depuis dix-huit ans. Il s'est entretenu avec le président américain plus d'une heure dans le Bureau ovale pour évoquer la tenue de ce sommet, qui serait historique. Il était également là pour remettre une lettre de Kim Jong-un à M. Trump. A l'issue de l'entrevue, le milliardaire a d'abord jugé qu'il s'agissait d'une « très belle lettre », avant d'avouer qu'il ne l'avait pas encore lue.

Le président américain avait annulé la rencontre dénonçant alors « la colère » et « l'hostilité » du régime de Pyongyang, bien que la Corée du Nord ait tenu sa promesse de mettre hors service son site d'essais nucléaires. « Je n'ai jamais dit que ce serait réglé en une réunion. On parle d'années d'hostilités et de problèmes », a-t-il à nouveau mis en garde vendredi, avant de prédire qu'« à la fin, il y aura une issue très positive ».

Washington réclame une dénucléarisation « complète, vérifiable et irréversible » de la Corée du Nord et se dit prêt à apporter des garanties pour la « sécurité » du régime reclus, qui a toujours considéré son arsenal comme une sorte d'assurance-vie.

Mais l'administration Trump n'entend faire de réelles concessions, notamment sur la levée des sanctions draconiennes imposées à Pyongyang après la multiplication d'essais nucléaires et balistiques, qu'une fois que la Corée du Nord se sera « débarrassée » de ses bombes atomiques. Le président nord-coréen a redit jeudi vouloir « aller vers une dénucléarisation de la péninsule coréenne », mais a prôné un processus « étape par étape ».

La présence militaire américaine en Corée du Sud pas abordée

La question des troupes américaines stationnées en Corée du Sud ne sera « pas sur la table » lors du sommet, a déclaré samedi le secrétaire américain à la défense, Jim Mattis, lors du Dialogue de Shangri-La, un forum sur la sécurité qui se tient à Singapour. Quelque 28 500 soldats américains sont actuellement stationnés en Corée du Sud.

AFP, 01.06.2018 à 21h07

« Tant Kim Jong-un que Trump continuent d'avoir un intérêt pour les négociations »

Pour le chercheur Antoine Bondaz, les négociations en péril entre les Etats-Unis et la Corée du Nord tournent à l'avantage de Pyongyang.

Le doute plane sur la tenue du sommet entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Après avoir fait savoir dans une lettre envoyée, le jeudi 24 mai, qu'il annulait sa rencontre avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, prévue à Singapour le 12 juin prochain, Donald Trump a surpris, vendredi, en évoquant le possible maintien du sommet.

Pour Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique et professeur à Sciences Po, cette séquence diplomatique profite au régime nord-coréen, qui apparaît désormais en position de force.

Les négociations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord sont-elles vouées à l'échec ?

Il faut d'abord les remettre dans leur contexte. D'abord, depuis le premier essai nucléaire de 2006, aucune solution n'a encore permis d'assurer une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible du régime nord-coréen. Ensuite, les programmes nucléaire et balistique nord-coréens ont considérablement progressé ces dernières années. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, ils font partie de l'identité du régime. Toute négociation sera donc forcément longue et difficile.

En acceptant l'organisation d'un sommet avec le dirigeant nord-coréen, le président américain a fait un coup politique dans le but de le transformer en succès diplomatique. Or, un sommet vient normalement couronner des mois, voire des années de négociations. Dans le cas présent, Donald Trump a pu espérer initialement que des discussions de quelques semaines aboutissent à une dénucléarisation à court terme, avant, semble-t-il, de se raviser. Toutefois, tout est encore possible.

Le sommet est-il alors en péril ?

Les deux parties ont annoncé leur souhait de poursuivre les négociations et c'est un point positif. Tant Kim Jong-un que Donald Trump continuent d'avoir un intérêt pour les négociations.

Côté nord-coréen, poursuivre les négociations est important. Cela permet au régime d'atténuer la pression militaire américaine et de réduire la possibilité de frappes préventives, d'éviter de nouvelles sanctions économiques tout en adaptant l'économie du pays aux sanctions existantes, et de se rapprocher de ses voisins sud-coréen et chinois après plusieurs années de tensions bilatérales.

Ainsi, tout a été fait pour que Donald Trump accepte initialement ce sommet et pour que les négociations perdurent. La rhétorique belliciste de 2017 a laissé place à des promesses ambiguës de dénucléarisation « si les conditions étaient remplies », et les concessions politiques réversibles comme l'annonce d'un gel des essais nucléaires et balistiques de longue portée se sont multipliées.

Le régime a également conscience que le président américain a besoin d'un accord, encore plus depuis qu'il a retiré les Etats-Unis du JCPOA et que les élections de mi-mandat approchent, afin de prouver à sa base qu'il est capable de négocier et d'obtenir un great deal.

Le problème, c'est que les Etats-Unis et la Corée du Nord ne sont pas sur la même ligne, et ce, depuis des années, concernant le cœur des négociations : la dénucléarisation. Le régime nord-coréen mise sur la nécessité pour Trump de sceller rapidement un accord politique plus que technique, ne faisant de la dénucléarisation qu'un horizon lointain, alors que Trump pourrait considérer comme indispensable une dénucléarisation à court terme de la Corée du Nord. La réalité des différends rattrape tant Pyongyang que Washington.

Que cherche la Corée du Nord désormais ?

Les récentes déclarations nord-coréennes, considérées comme « hostiles et pleines de colère » par Trump, sont pourtant modérées avec un objectif clair : tenter de diviser au sein de la Maison Blanche en critiquant le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, ou plus précisément la ligne politique qu'il représente.

Pour simplifier, la ligne du secrétaire d'Etat Mike Pompeo qui est en charge des négociations et a rencontré à deux reprises Kim Jong-un semble viser un accord initial, avec des concessions réciproques menant in fine à un accord plus global, étape par étape, d'où l'importance des négociations.

La ligne Bolton à l'inverse, maximaliste, vise à obtenir le démantèlement des capacités nucléaires, balistiques et même chimiques du régime nord-coréen à très court terme et à évoquer seulement ensuite de potentielles concessions. Cette seconde ligne est inacceptable pour Pyongyang.

C'est la raison pour laquelle les officiels nord-coréens ont critiqué Bolton et Pence, qui faisaient référence au « modèle libyen », en se gardant bien de critiquer Trump. La réponse à la lettre du président américain est dans la même veine, mêlant ouverture et flatterie, et soulignant implicitement que la ligne Pompeo et la « formule Trump » peuvent conduire à un accord.

A qui cette séquence diplomatique profite-t-elle ?

Les hésitations quant au maintien du sommet sonnent comme un échec pour le président Trump, puisqu'il s'était engagé mais renonce désormais. C'est toutefois un échec partiel et relatif, car mieux vaut se retirer des négociations maintenant que d'aboutir à un fiasco le 12 juin et d'en faire un « sommet pour rien ». Il laisse, par ailleurs, la porte ouverte au dialogue dans sa lettre et dans ses tweets.

La Corée du Nord ressort à court terme en position de force, au point que l'intérêt d'un sommet se pose désormais, même si la poursuite des négociations est encore une fois dans son intérêt. Les derniers échanges font apparaître Kim Jong-un comme le dirigeant le plus raisonnable des deux et lui confèrent une véritable stature internationale renforçant sa légitimité auprès de l'élite nord-coréenne. Une rencontre et un accord initial permettraient, cependant, à la Corée du Nord de gagner du temps et de stabiliser la situation.

La Corée du Sud, et surtout le président Moon Jae-in qui s'est considérablement investi, est à l'inverse fragilisée. Sur le plan international, la coordination entre Séoul et son allié américain apparaît comme affaiblie et le serait encore plus si Washington décidait de renforcer encore davantage les sanctions contre la Corée du Nord sans tenir compte de l'avis de Séoul. De plus, alors que des élections nationales partielles et locales vont avoir lieu le 13 juin prochain, les partis d'opposition vont fortement critiquer le manque de réalisme du président, et la vague progressiste annoncée risque de ne pas avoir lieu.

Comment pourrait réagir l'administration américaine dans les prochaines semaines ?

Trump apparaît plus que jamais comme imprévisible et je me garderai bien de faire des prévisions. Il pourrait considérer qu'il a toujours besoin d'un accord et qu'un sommet, même s'il ne conduit pas à une dénucléarisation à court terme, serait un gain en termes de politique intérieure.

A l'inverse, le risque est que la ligne Bolton prenne le dessus sur la ligne Pompeo et que les négociations soient suspendues. Trump pourrait alors considérer qu'une solution diplomatique ne peut pas être trouvée, qu'il faut accentuer la pression et opter pour des solutions non diplomatiques, potentiellement militaires, ce qui nous ramènerait à la période de fortes tensions de l'année dernière.

Propos recueillis par Cécile Frangne

* LE MONDE | 26.05.2018 à 10h01 :

https://lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2018/05/26/tant-kim-jong-un-que-trump-continuent-d-avoir-u-n-interet-pour-les-negociations_5304988_3216.html

Le sommet entre Kim et Trump toujours soumis à de délicates négociations

A Washington, le numéro deux de Pyongyang doit transmettre un message du dirigeant nord-coréen au président américain.

A New York, Singapour, Pyongyang et Panmunjom, l'intense et délicat ballet diplomatique autour de

la Corée du Nord se poursuit sans que le sommet du 12 juin entre le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, et le président américain, Donald Trump, soit totalement confirmé.

A New York, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a évoqué des « progrès réels » obtenus lors des discussions avec Kim Yong-chol, le vice-président du comité central du parti du travail au pouvoir à Pyongyang, arrivé, mercredi 30 mai, aux Etats-Unis.

« IL FAUDRA QUE LE PRÉSIDENT KIM FASSE PREUVE D'AUDACE DANS SES DÉCISIONS », ESTIME MIKE POMPEO, LE SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN

Mais la bonne relation entre les deux hommes n'a pas permis d'avancée véritablement significative, Mike Pompeo estimant qu'il revenait aux Nord-Coréens de « dire clairement ce qu'ils sont prêts à faire ». « C'est un défi très, très difficile », a-t-il reconnu, et il reste « beaucoup de travail ». « Il faudra que le président Kim fasse preuve d'audace dans ses décisions si nous voulons saisir cette opportunité unique pour changer le monde », a-t-il lancé. « Le président Trump et moi pensons que le président Kim est le genre de dirigeant qui peut prendre ce type de décision. »

Vendredi, M. Kim devait se rendre à Washington pour remettre un message de Kim Jong-un à Donald Trump, qui s'est laissé aller à des confidences à l'agence Reuters. « J'aimerais que tout soit réglé en une rencontre, a-t-il déclaré. Mais, souvent, ce n'est pas ainsi que fonctionnent les affaires. Il y a de grandes chances que tout ne soit pas réglé en une rencontre, ni en deux ou en trois. Mais on trouvera un accord à un moment donné. »

Les Américains veulent une dénucléarisation « complète, vérifiable et irréversible » de la Corée du Nord. La République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel du Nord) souhaite qu'elle soit assortie de solides garanties de sécurité et qu'elle se fasse de manière progressive.

Ce point a été rappelé jeudi, à Pyongyang, par Kim Jong-un. « La volonté de la RPDC pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne reste inchangée », a-t-il déclaré, selon l'agence officielle KCNA, tout en souhaitant une dénucléarisation et une amélioration des relations entre son pays et les Etats-Unis « étape par étape ».

M. Kim a fait ces déclarations lors d'une rencontre avec le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. M. Lavrov a, d'après KCNA, rappelé l'importance des relations bilatérales, exprimé le soutien russe à « la détermination de la RPDC » et salué la « phase de stabilité » entourant la péninsule coréenne, tout en exprimant son appui à l'engagement nord-coréen à dénucléariser.

Une approche progressive de la dénucléarisation

M. Lavrov a remis un « message personnel » de Vladimir Poutine à Kim Jong-un, invitant le dirigeant nord-coréen à se rendre en Russie pour un sommet, avant la fin de cette année, qui correspond au 70^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Le président russe manifeste ainsi sa ferme intention de ne pas se laisser éclipser des enjeux géopolitiques – et économiques – qui se jouent avec un pays limitrophe de son territoire. Il rappelle également son soutien à une approche progressive de la dénucléarisation, aussi soutenue par la Chine.

Ces échanges s'enchaînent alors que, au village de la trêve de Panmunjom, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées, Américains et Nord-Coréens ont discuté pendant près d'une semaine de la rencontre Kim-Trump. Les mêmes parties sont aussi à Singapour pour les questions logistiques entourant le sommet. Les envoyés du ministère sud-coréen de l'unification s'y trouvent également, tout comme le ministre de la défense, Song Young-moo, qui doit participer, du 1^{er} au 3 juin, au sommet sur la sécurité en Asie, le Shangri-La Dialogue.

Le sommet Kim-Trump pourrait se traduire par une déclaration officielle de la fin de la guerre de Corée (1950-1953), un conflit interrompu par un simple armistice. Dans ce cas, le président sud-coréen, Moon Jae-in, pourrait rejoindre, le 13 juin, MM. Kim et Trump pour une signature officielle. La Chine en a profité pour rappeler qu'elle entendait « jouer un rôle important en tant que signataire de l'armistice », selon le ministère des affaires étrangères chinois.

Pendant ce temps, à Panmunjom, Coréens du Nord et du Sud devaient se retrouver, vendredi, pour discuter de la mise en œuvre de la déclaration « pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne » signée lors du sommet intercoréen du 27 avril. Jeudi, Moon Jae-in a profité d'une réunion sur les orientations budgétaires à venir pour appeler à des mesures de soutien à la coopération économique intercoréenne. La question de la levée des sanctions imposées unilatéralement par Séoul n'a pas été soulevée. Elle pourrait être tranchée en cas de succès du sommet Kim-Trump.

Isabelle Mandraud (Moscou, correspondante), **Marie Bourreau** (New York, Nations unies, correspondante) et **Philippe Mesmer** (Tokyo, correspondance)

* LE MONDE | 01.06.2018 à 10h56 • Mis à jour le 01.06.2018 à 11h01 :

https://asie-pacifique/article/2018/06/01/le-sommet-entre-kim-et-trump-toujours-soumis-a-de-delicates-negociations_5308033_3216.html

Kim Yong-chol, un général nord-coréen à New York

Le bras droit de Kim Jong-un a rencontré mercredi le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, dans la perspective d'un sommet entre le dirigeant nord-coréen et Donald Trump.

Le général Kim Yong-chol, bras droit de Kim Jong-un, a rencontré, mercredi 30 mai à New York, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, dans la perspective du sommet entre le dirigeant nord-coréen et le président des Etats-Unis, Donald Trump, le 12 juin à Singapour. « Bon dîner de travail avec Kim Yong-chol à New York ce soir. Steak, maïs et fromage au menu », a tweeté le chef de la diplomatie américaine. Les deux hommes devaient se retrouver jeudi.

L'objectif de leurs discussions est de déterminer si les Etats-Unis et la Corée du Nord sont en mesure de fixer un ordre du jour partagé pour ce sommet une semaine après la lettre de Donald Trump à Kim Jong-un, dans laquelle il annulait leur tête-à-tête inédit en critiquant « l'hostilité » de Pyongyang. A ce revirement a succédé un tout aussi spectaculaire regain d'optimisme ces derniers jours, à tel point que Washington affirme désormais s'attendre à ce que le sommet ait lieu comme initialement prévu.

Figure de la vieille garde, le général Kim Yong-chol, 72 ans, a servi son père, Kim Jong-il, après avoir commencé sa carrière sous son grand-père, Kim Il-sung. Militaire de carrière, il est aujourd'hui vice-président du comité central du Parti du travail, membre du bureau politique et de la commission militaire centrale. Figurant dans les principales instances dirigeantes, dont la direction du département du front uni chargé des relations avec la Corée du Sud, il est une des personnalités les plus influentes du régime.

Négociateur coriace

Homme de l'ombre, membre de la garde rapprochée de Kim Il-sung dans les années 1960, il a occupé pendant de plus trente ans des fonctions dans l'appareil de sécurité de l'Etat et il orchestra leur réorganisation en 2009. Il dirigea jusqu'en 2016 le Bureau général de renseignement, chargé notamment de surveiller les activités militaires au Sud. En 2010, il avait été tenu responsable du naufrage de la frégate Cheonan coulée, selon Séoul, par une torpille nord-coréenne. Tout l'équipage périt. Cinq mois plus tard, Kim Yong-chol était placé sur la liste noire du Trésor américain pour son implication dans le développement nucléaire.

M. Kim, qui a accompagné Kim Jong-un dans ses entretiens avec le président sud-coréen, Moon Jae-in, a rencontré le nouveau secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, lors de ses deux visites à Pyongyang. Ayant participé dans le passé à la plupart des pourparlers avec la Corée du Sud, il a la réputation d'être un négociateur coriace, faisant souvent preuve d'une ironie acerbe.

C'est la plus haute personnalité du régime à se rendre aux Etats-Unis après le vice-maréchal Jo Myong-rok, chef d'état-major, invité par Bill Clinton en 2000. Sa visite suivit celle de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright à Pyongyang en vue d'un sommet entre Kim Jong-il et M. Clinton. En fin de mandat, ce dernier finit par y renoncer. Autre signe d'une intensification des activités diplomatiques, les médias nord-coréens ont annoncé, jeudi, l'arrivée du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, à Pyongyang. Il s'agit de la première visite en Corée du Nord de M. Lavrov depuis 2009.

Philippe Pons (Tokyo, correspondant)

* LE MONDE | 31.05.2018 à 10h00 • Mis à jour le 31.05.2018 à 10h33 :

https://lemonde.fr/international/article/2018/05/31/kim-yong-chol-un-general-nord-coreen-a-new-york_5307420_3210.html

Difficile amorce d'une sortie de l'impasse coréenne

Analyse. Tant que Washington exigera comme préalable aux pourparlers un engagement de Pyongyang à renoncer à son arsenal nucléaire, le dialogue sera bloqué, estime Philippe Pons, correspondant du « Monde » au Japon.

Depuis plus d'un quart de siècle, la crise nucléaire nord-coréenne est une suite d'occasions manquées. L'annulation du sommet entre le président américain, Donald Trump, et le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, prévu le 12 juin à Singapour, a failli en être une illustration. Une éventualité qui n'est pas à exclure, même si M. Trump a fait volte-face, annonçant que le sommet aurait bien lieu. Les diplomates s'affairent en tout cas à le ressusciter.

Le feuilleton diplomatique des « oui-non-oui » de Washington affaiblit la position américaine vis-à-vis des principaux acteurs dans cette crise, qui ont, eux, une stratégie précise : les deux Corées, dont les dirigeants se sont rencontrés le 26 mai à Panmunjom, dans la zone démilitarisée, ont réaffirmé la poursuite de leur rapprochement et leur souhait que ce sommet ait lieu ; Kim Jong-un se donne une image de dirigeant s'en tenant à son engagement à négocier ; quant à la Chine, elle avait qualifié de « très regrettable » l'annulation du sommet.

« SI LES ÉTATS-UNIS NOUS METTENT AU PIED DU MUR ET EXIGENT QUE NOUS RENONCIONS

UNILATÉRALEMENT À L'ARME NUCLÉAIRE, NOUS N'AURONS PLUS D'INTÉRÊT À DES DISCUSSIONS »

KIM KYE-GWAN, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CORÉE DU NORD

Après des semaines de déclarations ambiguës sur le règlement de la crise coréenne, cette crispation a eu le mérite d'éclaircir le jeu. En évoquant l'exemple libyen comme modèle de dénucléarisation, le conseiller à la sécurité de M. Trump, le belliciste John Bolton, a provoqué – maladroitement ou délibérément – une réaction de Pyongyang. Le sort de la Libye est une question sensible pour les dirigeants nord-coréens : en 2003, en échange de la levée des sanctions internationales, celle-ci renonça à son programme nucléaire. Huit ans plus tard, elle était bombardée par les forces de l'OTAN soutenant les rebelles et Mouammar Kadhafi était tué.

La réponse de Pyongyang ne s'est pas fait attendre : « Si les Etats-Unis nous mettent au pied du mur et exigent que nous renoncions unilatéralement à l'arme nucléaire, nous n'aurons plus d'intérêt à des discussions », a déclaré le ministre adjoint des affaires étrangères, Kim Kye-gwan, un « routier » des négociations avec les Américains. Faire tomber le régime nord-coréen tient, chez M. Bolton, de l'obsession.

Secrétaire adjoint chargé du contrôle des armements lors de l'invasion de l'Irak, il avait conseillé à Pyongyang d'en « tirer la leçon », après avoir contribué à faire capoter l'accord de Genève de 1994, qui gelait le programme nucléaire nord-coréen sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Peu avant sa nomination à la Maison Blanche, il légitimait une attaque préventive de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Bien que les propos de Kim Kye-gwan aient été modérés, Washington a pris la mouche et a annulé le sommet en en faisant porter la responsabilité sur la RPDC.

Concessions mutuelles

Jusqu'alors, les dirigeants nord-coréens avaient entretenu l'ambiguïté sur ce qu'ils entendent par « dénucléarisation ». Kim Kye-gwan a levé le doute, excluant toute dénucléarisation unilatérale. Selon la RPDC, la renonciation à son arsenal nucléaire ne peut être que l'objectif ultime d'une reconfiguration des équilibres régionaux, permettant une « dénucléarisation de toute la péninsule coréenne » (ce qui pose la question du parapluie nucléaire américain protégeant le Sud). En d'autres termes, le sommet avec les Etats-Unis devrait amorcer une détente entre deux pays ennemis, en tenant compte des préoccupations sécuritaires de chacun d'eux au fil d'un processus graduel de concessions mutuelles.

Les soixante-cinq ans de confrontation qui ont suivi la guerre (1950-1953) et l'armistice ne se règlent pas en un simple sommet, a fortiori préparé à la hâte. La rencontre entre Richard Nixon et Mao Zedong, en 1972, avait été précédée par des heures d'entretiens entre le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, et le ministre des affaires étrangères chinois, Zhou Enlai. Et ce n'est que sept ans plus tard que les relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis ont été normalisées.

Le sommet américano-nord-coréen pourrait au mieux contenir les ambitions nucléaires nord-coréennes en jetant les bases d'un accord sur le modèle non pas libyen, mais iranien. Accord voué aux gémonies par M. Trump... Tant que Washington exigera comme préalable à tous pourparlers un engagement de Pyongyang à renoncer à son arsenal nucléaire, de manière « complète, vérifiable et irréversible », le dialogue sera bloqué.

L'ornière de la « pression maximale »

Par son approche peu orthodoxe des problèmes, M. Trump pourrait amorcer une sortie de l'impasse

stratégique actuelle. Mais, dans un premier temps, le dialogue ne peut que rester au niveau des intentions, assorties de gestes de bonne volonté de part et d'autre. D'autant plus que le temps manque pour approfondir les questions. L'amorce d'une détente dans la péninsule serait déjà un grand pas.

En l'absence de détente, la perspective est de retomber dans l'ornière de la « pression maximale », assortie de risque d'affrontements, pour contraindre Pyongyang à plier. Stratégie sans grand effet. Et avec d'autant moins d'effet qu'aujourd'hui le rapprochement intercoréen et le réchauffement des liens entre la Chine et la RPDC compliquent l'équation.

Sommet ou pas, Moon Jae-in et Kim Jong-un viennent de réaffirmer qu'ils entendent poursuivre sur la voie de la réconciliation intercoréenne. L'attitude en apparence conciliante de Kim Jong-un pourrait affaiblir la détermination des pays sanctionnant la RPDC. En cas d'un nouveau raidissement de Washington, la Chine, acteur incontournable dans toute reconfiguration géostratégique dans la région, sera-t-elle disposée à continuer à sanctionner Pyongyang, qui s'est engagé, comme Pékin le souhaitait, sur la voie du dialogue ?

Après la crise ouverte par le retrait des Etats-Unis de l'accord avec l'Iran, M. Trump risque, s'il ne va pas de l'avant, de rendre encore plus aiguë celle avec la RPDC.

Philippe Pons (Tokyo, correspondant)

* LE MONDE | 29.05.2018 à 04h30 • Mis à jour le 29.05.2018 à 09h53 :

https://lemonde.fr/idees/article/2018/05/29/difficile-amorce-d-une-sortie-de-l-impasse-coreenne_5306112_3232.html

Baromètre : la zone industrielle de Kaesong

La zone industrielle de Kaesong, symbole des relations entre les deux Corées

Exploité en commun par Séoul et Pyongyang entre 2004 et en 2016, le site est en sommeil. Les entrepreneurs sud-coréens du complexe espèrent y retourner à la faveur du réchauffement entre les deux voisins.

Travailler à Kaesong, c'est travailler pour la réunification et la paix. Il n'y a plus de Nord, il n'y a plus de Sud. On est tous ensemble. » Lee Jong-duk, PDG du fabricant sud-coréen de sous-vêtements Young Inner Foam, n'a pas investi uniquement pour des considérations économiques dans le complexe industriel exploité par les deux Corées entre 2004 et sa fermeture en 2016. « Je voulais faire quelque chose de bien », explique ce chef d'entreprise qui y employait 420 Nord-Coréens.

Aujourd'hui, même s'il n'a aucune nouvelle de son matériel ni de ses employés, qui pourraient avoir été envoyés en Chine, M. Lee guette avec impatience la réouverture du site. Dans ses bureaux de Goyang, au nord de Séoul et à une vingtaine de kilomètres de la Zone démilitarisée (DMZ) séparant les deux Corées, il vit ces dernières semaines, comme nombre de Sud-Coréens, dans une euphorie alimentée par le réchauffement des relations intercoréennes, qui a culminé avec le sommet du 27 avril dans le village de Panmunjom, dans la DMZ. La rencontre entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un s'est conclue sur des engagements pour la paix et la

dénucléarisation, mais aussi sur la coopération économique.

« Mes employés et mon usine me manquent »

« Nous attendons maintenant le sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump », souligne Lee Jong-duk. Un succès de cette rencontre historique, prévue le mardi 12 juin à Singapour, pourrait se traduire par une levée des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord), condition indispensable pour relancer le complexe, où 123 sociétés sud-coréennes produisaient chaque année l'équivalent de 500 millions de dollars (426 millions d'euros) de produits et employaient 54 000 Nord-Coréens. « Compte tenu de la valeur de Kaesong dans les relations intercoréennes, nous jugeons nécessaire de le relancer », admet le ministère sud-coréen de l'unification, pour qui une telle option dépend toutefois des avancées sur la dénucléarisation du Nord.

« 96 % DES ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS LE COMPLEXE VEULENT SA RÉOUVERTURE », RENCHÉRIT SHIN HAN-YONG, PRÉSIDENT DE LA K-BIZ, L'ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE - KAESONG.

Il reste que « 96 % des entreprises ayant investi dans le complexe veulent sa réouverture », assure Shin Han-yong, président de la K-Biz, l'association des entreprises de Kaesong. Sa société, Shinhan, y produisait du matériel de pêche. « Mes employés et mon usine me manquent », reconnaît ce vieux routier des affaires avec le Nord.

L'idée d'un complexe industriel exploité en commun dans cette ville nord-coréenne située à quelques kilomètres au nord de la DMZ et qui fut capitale de la Corée du temps de la dynastie Koryo (918-1392), est émise lors d'une rencontre en 1999 entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il (1942-2011, père de Kim Jong-un) et Chung Ju-yung (1915-2001), le fondateur du chaebol (conglomérat sud-coréen) Hyundai. Originaire du Nord, M. Chung a beaucoup investi dans le rapprochement intercoréen au travers de la filiale Hyundai Asan. Il a soutenu la politique de rapprochement dite du « rayon de soleil » lancée par le président sud-coréen Kim Dae-jung, au pouvoir de 1998 à 2003.

40 kilos de coquilles Saint-Jacques

Le projet Kaesong prolongeait la coopération économique amorcée en 1988 avec la « Déclaration présidentielle spéciale pour l'estime mutuelle, l'unification et la prospérité nationales ». Formulée par les Sud-Coréens, à l'approche des Jeux olympiques de Séoul et dans un contexte de « détente », la déclaration marquait une rupture. La Corée du Nord était désormais considérée comme partenaire de l'unification, et non plus comme un adversaire.

La déclaration a marqué le début du commerce intercoréen, qui commence timidement le 11 novembre 1988 avec l'importation par le Sud de 40 kilos de coquilles Saint-Jacques. Au début des années 1990, les activités concernent les chaebols comme LG, Samsung ou encore Daewoo, dont le président, Kim Woo-choong, devient en janvier 1992 le premier chef d'entreprise sud-coréen officiellement invité dans le Nord. Il évoque l'idée d'un premier complexe exploité en commun à Nampo, le port situé sur la mer Jaune, à une cinquantaine de kilomètres de Pyongyang. Ce projet n'a pas abouti, mais les échanges ont progressé, par l'intermédiaire de la Chine.

C'est à ce moment-là que Shin Han-yong s'est mis à commercer avec la Corée du Nord. « Les échanges directs avec le Nord n'étaient pas autorisés. On envoyait des modèles et la matière première en Chine, qui les acheminait en Corée du Nord et récupérait les produits finis. » Décidé en 2000, le projet de Kaesong prend du retard en raison des déclarations du président américain

George W. Bush, qui inclut la Corée du Nord dans son « axe du mal ».

Finalisé en 2002, il se heurte alors à des difficultés logistiques. Le terrain octroyé par Pyongyang n'est pas raccordé aux réseaux d'eau et d'électricité. La mise en valeur revient à Hyundai Asan, qui en obtient la concession pour cinquante ans et conduit les travaux d'aménagement. Quelque 200 millions de dollars sont investis, dont la moitié par le gouvernement sud-coréen.

Interdit de parler politique

A son ouverture à la fin 2004, Kaesong est présenté par le ministre sud-coréen de l'unification Chung Dong-young comme un site « ouvrant la voie à l'établissement d'une communauté économique intercoréenne ». Séoul table alors sur l'installation avant 2012 d'un millier d'entreprises qui emploieraient 100 000 Nord-Coréens sur une zone industrielle devant couvrir 6 611 hectares.

Attirées autant par l'aspect symbolique de l'initiative que par la perspective d'une main-d'œuvre bon marché, les premières sociétés s'installent, malgré une certaine défiance. Placé sous haute surveillance, le complexe est soumis à des règles strictes : interdiction de parler politique, de dormir dans la même pièce, de prendre ses repas à la même table que les Nord-Coréens, d'utiliser Internet et les téléphones portables. Les Sud-Coréens qui y travaillent doivent se contenter du téléphone fixe ou du fax pour communiquer.

Pour recruter du personnel, les entreprises s'adressent à un intermédiaire. « Il fallait payer 17 dollars à une agence pour recruter un employé, explique M. Lee. Le salaire mensuel de base s'établissait à 78 dollars, mais, en général, la rémunération tournait autour de 200 dollars, en liquide et en tickets d'alimentation. Et 30 % étaient versés à la Corée du Nord. » Par ailleurs, le personnel doit être formé : « Mes employés étaient des agriculteurs de la région. Ils ne connaissaient rien à la couture », se souvient M. Lee.

« Faire partie des pionniers »

Peu à peu, pourtant, des liens se tissent avec les Nord-Coréens. « On finissait par parler des affaires familiales, des mariages, des décès. Au moment du Seollal [fête du Nouvel An lunaire], on offrait des produits alimentaires, de la farine, de l'huile, comme au Sud dans les années 1970. »

Kaesong, comme le site touristique du mont Kumgang, dans l'est de la Corée du Nord, ouvert à la même époque mais fermé en 2008 après la mort d'une Sud-Coréenne tuée par un soldat du Nord, se développe peu à peu. M. Shin y installe son usine en 2007, après le deuxième sommet intercoréen qui prévoyait une exploitation en commun des zones de pêche en mer Jaune. Convaincu que la coopération avec le Nord était pleine d'avenir, il voulait « faire partie des pionniers ». De fait, le commerce entre les deux voisins totalise cette année-là 1,8 milliard de dollars. Et 38 % des échanges économiques de la Corée du Nord se font alors avec le Sud, contre 20 % en 2000.

Les activités se poursuivent, mais, dès l'arrivée au pouvoir, en 2008, du conservateur Lee Myung-bak (président de 2008 à 2013), Séoul durcit ses positions face à Pyongyang. La politique du « rayon de soleil » est enterrée. S'ensuivent dix années de distanciation progressive entre les deux Corées, ponctuées de brusques montées des tensions, sur fond de développement nucléaire et de missiles par la RPDC. Kaesong en est l'otage. Le complexe est fermé en 2013 sur décision de Pyongyang, puis rouvert.

L'espoir renaît

Le 10 février 2016, la présidente conservatrice, Park Geun-hye, le ferme de nouveau, quelques semaines après le quatrième essai nucléaire du Nord. Le complexe n'a pas rouvert depuis, malgré

les demandes des entrepreneurs. Des sociétés ont fait faillite. « Nous avons reçu une allocation bien insuffisante pour couvrir les pertes », dit M. Lee, dont 90 % de la production était assurée à Kaesong et qui a compensé en investissant au Vietnam.

Pour l'administration Park, qui prône la fermeté envers le régime de Pyongyang, il s'agit d'empêcher la Corée du Nord d'utiliser les salaires versés pour financer ses programmes nucléaire et de missiles. Un argument discutable, car, comme le rappelait le 9 mai, dans une tribune publiée par le centre d'analyse East Asia Forum, Kim Kwang-gil, responsable des questions juridiques liées à Kaesong, un rapport de décembre 2017 du ministère de l'unification a montré que rien ne prouvait ce détournement des rémunérations.

Aujourd'hui, l'espoir renaît, comme les ambitions associées au projet de l'administration Moon, qui promeut trois axes de développement dans la péninsule, formant un « H » sur la carte : l'industrie et la logistique sur la côte ouest, le transport et l'exploitation des ressources sur la côte est et des activités touristiques et environnementales le long de la DMZ. Kaesong pourrait servir de base à ce développement et Lee Jong-duk se voit déjà « expédier des produits jusqu'en Europe, par le train partant de Séoul et allant jusqu'à Berlin ou Paris ».

Philippe Mesmer (Séoul, envoyé spécial)

* LE MONDE ECONOMIE | 09.06.2018 à 10h43 :

https://lemonde.fr/economie/article/2018/06/09/la-zone-industrielle-de-kaesong-symbole-des-relations-entre-les-deux-corees_5312169_3234.html
